COMPTE-RENDU DES DEBATS

Christian GEFFRAY
ORSTOM - Département H

Elwert, concluant les travaux du colloque, s'est félicité de la richesse et de la variété des débats, de leur caractère concret. Cette richesse et cette variété font du compte-rendu des discussions un exercice difficile. Le rapporteur peut être tenté par une démarche synthétique, toujours ambitieuse, avec le risque de réduire ou de schématiser indûment - sinon artificiellement - les controverses. Il peut choisir de se replier sur une démarche plus modeste, plus proche de la chronologie des débats et plus immédiatement fidèle à leur contenu manifeste, mais où le mot à mot écrit annule la passion, où l'essentiel peut devenir insaisissable et la lecture, ennuyeuse. Je m'efforcerai, afin de rendre compte sans ennuyer ni trahir, de restituer la *dynamique* des débats : on n'a pas parlé des mêmes choses le premier jour que le second, le second que le troisième, et cette évolution thématique ne semble pas devoir grand-chose à la distinction des thèmes introduits par les demi-journées ; les débats ont révélé une dynamique collective propre des participants, indépendants jusqu'à un certain point du contenu des communications.

Vu la qualité de l'enregistrement, très inégale, certaines prises de paroles sont demeurées presque totalement inaudibles ! Je me suis efforcé de pallier ces lacunes techniques en commentant mes notes.

JEUDI : POSITIONNEMENTS THEORIQUES ET QUESTIONNEMENTS CONCRETS :
DE L'INSTITUTION MATRIMONIALE A LA BANQUE MONDIALE

Dès les premières interventions, certains participants manifestent leur insatisfaction devant les thèmes - ou plus encore la démarche - de ce que tous conviendront d'appeler "l'anthropologie économique des années soixante". L'accent est mis par les uns sur la "dimension symbolique" oubliée, la "pensée en acte dans les opérations de développement", envisagée comme système idéologique (Sabelli). D'autres n'insistent pas tant sur une insuffisance dans l'objet de la recherche que sur la nécessité, à leur yeux, de changer d'objet, et donc de méthode, mettant en évidence l'existence de logiques de comportement transversales aux structures et aux rapports de production (O. de Sardan). Elwert et Geshière, jouant en cela un rôle modérateur, auront souvent à coeur de préserver l'héritage sans grever l'avenir, faisant valoir chaque fois le caractère complémentaire, non-antagonique, de ces préoccupations avec "l'anthropologie économique". D'autres enfin, venus peut-être d'horizons théoriques et professionnels où l'on a depuis plus longtemps pris l'analyse du discours au sérieux, inquiets de ses effets et attentifs à sa fonction de méconnaissance, auront plusieurs fois l'occasion d'évoquer l'idée qu'ils se font de la place qu'il convient de restituer au discours du sujet (Darré, Achard) dans l'analyse du changement, et en particulier dans les situations de développement.

Sabelli : "Mon insatisfaction porte sur la méconnaissance du système idéologique. Or les organismes d'intervention et de développement n'existent que sur la base légitimante d'une vérité qu'elles proposent. Le discours du pouvoir est une légitimation de sa pratique, il faut l'analyser..."

O. de Sardan : "Le problème de l'anthropologie économique des années 60 n'est pas tant de passer de l'économie au politique ou au symbolique, que de passer d'une certaine forme de structure à une certaine forme de comportement, et, en particulier, de comportement induit par le processus de développement. Ruf, dans sa communication, propose un exemple de modification du comportement. Peut-il aller plus loin ? S'agit-il d'une modification de la situation foncière ? d'une modification du système d'opportunités extérieures ? des ressources ? d'une modification de la culture technique ? quels sont les facteurs de modification du comportement ?"

Darré : "J'ai l'impression d'un malentendu. Ce que propose Ruf comme explication me laisse sur ma faim. Il dit "voilà pourquoi ils ont agi comme ça". Ma question est : peut-on dire que tous les agriculteurs ne pouvaient agir que de cette façon là ? Quelle est la part possible d'invention, qu'est-ce que le chercheur a à chercher dans ce domaine ? Les agriculteurs ne sont pas déterminés par la situation : la situation offre un cadre, à l'intérieur duquel certaines choses sont possibles, et d'autres non. A côté du type d'explications qui viennent d'être données par Ruf, il me semble qu'il y a tout un autre ordre de recherches qui a été envisagé ce matin. Il faut faire place au sujet, et plus précisément à la connaissance que le sujet a de la situation, et à la façon dont ces connaissances se transmettent. Il me semble important de clarifier où se trouve la rupture entre deux façons d'observer les choses et l'articulation entre les deux."

Meillassoux : "Il y a un aspect intéressant dans la question que vous posez : la connaissance de cette technique était là depuis dix ans - et je pense que les services de vulgarisation agricole ont dû bien faire leur travail - mais elle n'a pris qu'à partir du moment où des conditions objectives ont permis qu'elle se mette en marche. Donc la connaissance en elle-même n'est pas suffisante, il faut à la fois que les conditions soient satisfaisantes et que les connaissances soient là."

Le débat sur les question de théorie sociale s'amorce ainsi dès la première intervention, le jeudi matin. Plusieurs intervenants auront tendance à se positionner plus tard, en fonction des marques qui viennent d'être prises ; toutefois ces questions seront rarement évoquées sous cette forme explicite et abstraite. Le débat demeurera latent durant deux jours, ressurgissant de loin en loin, au détour d'une réflexion, avant d'être abordé pour lui-même samedi matin. Mais dans le même temps, A. Schwartz, J.C. Chevanne, V. Lassailly-Jacob, J. Massard et A. Cheneau-Locquay, qui passent à la tribune le jeudi matin avec F. Ruf et Sabelli, seront tous invités par l'assistance à donner raison d'une interprétation, à développer ou à préciser un point de leur contribution. Les débats couvrent ainsi un champ thématique considérable, allant de la relation entre hommes et femmes dans les mutations de l'économie domestique "développée" jusqu'aux stratégies de la Banque Mondiale, l'étendue des domaines discutés reflétant les disparités géographiques, disciplinaires, méthodologiques, d'échelle et d'approche théorique des diverses communications. Je distinguerai deux ordres de questions :

- d'une part, les problèmes sociaux et économiques posés par l'inévitabilité et les modalités du passage d'une agriculture extensive à

une agriculture intensive, évoqués à propos des communications présentées par Schwartz, Ruf et Lassailly-Jacob ;

- d'autre part, la nature des relations existantes entre le marché mondial, les organismes financiers internationaux, les Etats du Tiers-Monde et les sociétés paysannes "développées", discutées à propos des communications de Schwartz, Massard, Cheneau-Locquay et Ruf.

I. Intensification agricole : mutations écologiques et sociales.

A propos de la communication de Schwartz, "plaidoyer" très argumenté en faveur du développement des cultures cotonnières au Togo, la discussion s'établit autour de la viabilité du projet et de ses effets sociaux.

Elwert : "La démonstration de la non-contradiction du coton et des cultures vivrières est intéressante, car le discours tiers-mondiste a trop souvent schématisé ces questions, et il a perdu ainsi de sa crédibilité. Mais il y a un problème, il s'agit de l'usage de l'insecticide associé à la culture du coton, qui a totalement bouleversé l'ancien équilibre écologique, ce qui expliquerait l'actuelle invasion des criquets puants dans la région. Si on restreint trop l'analyse à l'anthropologie économique, on oublie les bases technologiques et écologiques (cette dimension est absente de tous les rapports) alors que ces problèmes sont à l'origine de certaines rationalités paysannes. Je suis choqué que l'on puisse parler du coton sans mentionner cette catastrophe écologique!"

Schwartz : "Je ne suis pas sûr que le criquet puant ait atteint le nord du Togo. Mais je voudrais donner quelques chiffres : en 1910 le Togo comptait 600.000 habitants ; en 1960, ils étaient 1.500.000 ; en 1985, on compte 3.000.000 d'habitants, et il y en aura probablement 6.000.000 en 2010. On sera obligé alors de penser à cette agriculture intensive, ce qui n'ira pas sans insecticide, avec des retombées écologiques que l'on connaît encore mal. Mais il faut faire confiance aussi aux recherches entomologiques, il faudra trouver des solutions. Si l'Afrique ne se nourrit plus, c'est aussi à cause de cette croissance démographique extraordinaire".

Elwert : "Je dois préciser que je ne suis pas contre l'agriculture intensive. Mais je me méfie des recherches entomologiques. L'Afrique traditionnelle a bien connu des formes d'agriculture intensive et je n'accepte pas cette équation : "intensification = insecticide + confiance dans la recherche entomologique". Il faut intensifier, mais il faut étudier les systèmes de cultures intensives traditionnelles. Je ne suis pas opposé non plus à l'usage d'insecticides, mais je m'étonne de la propension française à une planification qui se fonde sur un éventail très réduit de cultures, et sur un éventail très réduit de mesures."

Elwert aura l'occasion de souligner à plusieurs reprises à quel point la recherche française lui apparaît singulièrement muette sur cet aspect du développement ; il envisagera les attendus politiques particuliers, propres à l'hexagone, de cette réticence à prendre en considération les facteurs écologiques. C. Meillassoux continue d'évoquer les conséquences de l'intensification, mais il déplace les termes de la question en retenant l'analyse de ses attendus sociaux, et non plus écologiques. Il se tourne vers V. Lassailly-Jacob, dont la communication fait état du préjudice subi par des femmes concernées par un projet de développement. Celles-ci se sont trouvées lésées dans leurs droits ordinaires à produire du vivrier et à disposer d'un revenu propre.

Meillassoux : "Est-ce qu'il y a, du fait de ces projets agricoles, une transformation des rapports sociaux internes à la société, en particulier entre les hommes et les femmes ? Dans le cas que vous avez exposé, il y a un accroissement de la tâche des femmes - il y a une force de travail supplémentaire extraite des femmes et qui permet jusqu'à un certain point au projet de fonctionner. Très souvent dans ces projets il existe la notion, dans l'esprit des développeurs, de rendement de la terre plutôt que celle de productivité du travail. Dans un certain nombre de cas, une augmentation du rendement de la terre se fait au détriment de la productivité du travail pour obtenir des résultats équivalents, sur des surfaces moindres. Cela donne l'impression aux agronomes que les choses se sont améliorées parce qu'il y a accroissement du rendement de la terre. S'il y a des résistances paysannes, c'est que les paysans perçoivent - dans leur corps - ce surcroît de travail. La connaissance de la manière dont le travail se répartit et s'organise, à l'intérieur de la société concernée, fait aussi partie du bilan de son développement.

Cette opposition entre rendement de la terre et productivité du travail, envisagée comme caractérisant une autre opposition, entre logique de développeurs et logique de développés, va rebondir plusieurs fois au cours des débats. C'est du reste autour de cette question que vont s'articuler les réflexions comparatistes entre les développements africain et asiatique, les logiques paysannes s'avérant coïncider plus fréquemment en Asie qu'en Afrique avec les préoccupations de rendement des sols chères aux développeurs (1). F. Ruf se demande tout de même pourquoi les paysans s'engagent malgré tout dans de tels projets, porteurs d'une logique de développeurs qui leur est défavorable.

Meillassoux : "Quand on lui propose un projet, le paysan ne sait pas à quoi il s'engage avant d'avoir investi une somme de travail. A partir du moment où il constate que le projet lui demande plus de travail qu'il ne l'escomptait, s'il est déjà engagé dans toute une série d'investissements préalables, il va devoir continuer. Il va y avoir éventuellement des résistances à cela, en fonction des prix relatifs d'autres produits, des possibilités d'accès à d'autres activités rémunératrices : s'il n'y a que cela comme activité rémunératrice, il va bien être obligé d'en passer par là."

Elwert (à Ruf) : "Je m'étonne du choix de vos expressions comme "les paysans acceptent", ou "refusent", car l'élément fort de votre étude, c'est la distinction entre différentes couches qui ont des intérêts différents. Rares sont les cas où la rentabilité issue des nouvelles technologies est équivalente pour les différentes couches sociales, surtout lorsqu'il s'agit des relations hommes-femmes."

Ruf : "Il est possible qu'il existe une pesanteur du rapport social qui permette dans un premier temps au planteur de gagner en faisant perdre la femme. Mais probablement pas très longtemps : le développement, c'est une production qui suppose un minimum de convergence d'intérêts. Une des explications de la réussite ivoirienne consiste en ceci que, s'il y a 100 de valeur ajoutée, il peut y en avoir un qui mange 70, il y a toujours le dernier qui parvient à manger 3. Le dernier ivoirien arrive encore à manger un petit morceau du gâteau..."

Meillassoux : "Oui, mais le dernier voltaïque qui vient travailler en Côte d'Ivoire, qu'est-ce qu'il a, lui ? Il y a un phénomène de progression en chaîne. Peut-être que le dernier qui vient travailler en Côte d'Ivoire a un petit quelque chose, mais celui qu'il va exploiter à son tour dans son propre pays, avec l'argent obtenu en Côte d'Ivoire, qu'est-ce qu'il va gagner ? Il existe certainement en Afrique, par propagation, des phénomènes d'exploitation en chaîne qui font qu'il y a des poches, quelque part, des poches de misère. C'est très difficile à percevoir... mais d'où viennent toutes ces famines, s'agit-il simplement de phénomènes naturels ?"

2. La Banque Mondiale au Togo, en Guinée, cultures de rente et dépendance alimentaire.

Outre les problèmes posés par l'intensification de l'agriculture, les communications d'A. Schwartz et de Cheneau-Locquay soulèvent celui des relations existant entre la paysannerie, le marché mondial, et les organismes financiers internationaux. La question est d'actualité puisque les cours mondiaux du coton viennent de chuter (2), révélant, comme le souligne Condamines, la forte dépendance du Togo à l'égard de la coopération française. La question finit par être posée à Schwartz :

Leroi : "Quel fut l'impact de la chute des cours sur la culture du coton ?"

Schwartz : "Je peux vous livrer une information de dernière heure : il semblerait que la Banque Mondiale, qui a financé ces dix dernières années les plans financiers en Afrique, est en train de faire un virage à 180°, en demandant aux pays de limiter leur production cotonnière. Elle commence à faire la finebouche sur la poursuite des financements. Le coton valait 14 F. il y a un an, aujourd'hui il ne vaut plus que 7 F."

Meillassoux : "Est-ce que cela signifie que sans l'aide de la Banque Mondiale la culture du coton devient impossible ?"

Schwartz : "Non. Il fallait amorcer la pompe, enclencher une dynamique, la SOTOCO, un appareil d'encadrement qui représente 1.500 personnes, les payer, créer une infrastructure... la SOTOCO a fait un travail considérable."

Meillassoux : "Justement ! La question qui se pose est : est-ce que ce budget d'aide, d'"amorce" était indispensable, non seulement au démarrage, mais aussi au fonctionnement de cette expérience ? Est-ce que les résultats obtenus le furent en raison d'un budget provisoire tenant compte de l'aide, ou bien s'agit-il d'une véritable rentabilité du système ? Ce n'est pas très clair."

Schwartz : "C'est une véritable rentabilité. Depuis que la SOTOCO intervient au Togo, le coton a rapporté à peu près 10 milliards à l'Etat togolais. Il y a eu 20 milliards d'investissements."

Meillassoux : "En l'état actuel des choses, il n'en reste pas moins qu'il y a 10 milliards de déficit..." (passage inaudible).

Schwartz : "... ça, c'est ce que l'Etat togolais a gagné à la sueur des paysans. Mais ces paysans étaient auparavant dans une économie sans alternative : à part un petit peu d'arachide, ils n'avaient pas de revenu monétaire. Aujourd'hui, les revenus monétaires s'élèvent à 5 milliards, intrants déduits. C'est l'amorce d'un véritable pouvoir d'achat en milieu paysan, avec une dynamique qui permettra aux industries de fonctionner ; il faut en tenir compte..."

Meillassoux : "... il faudrait en tenir compte, si le pays n'était pas sous la dépendance de décisions prises à l'étranger : puisqu'on vient de nous dire que la Banque Mondiale va encore une fois changer de politique. Ce serait une véritable politique d'accumulation susceptible d'entraîner des investissements dans l'industrie, si elle s'inscrivait dans une continuité. Mais la décision prise par la Banque Mondiale de casser le système me fait tout-à-fait penser aux expériences de la colonisation qui mettait perpétuellement en avant des expériences de cet ordre, avec le coton, la banane, le caoutchouc, etc. S'il y avait une conjoncture favorable, on encourageait ces cultures ; puis tout à coup, les prix baissaient, et on cassait tout le système, il fallait recommencer. Quand les paysans sont échaudés plusieurs

fois, ils n'acceptent plus ce genre d'expériences... mais on verra bien ce que cela va donner dans ce cas là."

Couty : "C'est pour cette raison qu'il doit exister une caisse de stabilisation. Sauf si la chute des prix est définitive : si dans la cas présent la baisse est due à l'entrée de la Chine dans le marché cotonnier..."

Les fluctuations des prix du marché mondial exercent aussi leurs effets sur les capacités d'autonomie alimentaire des pays où l'essentiel de la production vivrière demeure issue de l'économie domestique. Doutant de la possibilité d'envisager l'auto-suffisance alimentaire sans une politique efficace de protection douanière, P. Couty s'interroge sur le coût social de telles mesures dans le cas de la Guinée présentée par Cheneau-Locquay, compte tenu du dispositif particulier des relations entre populations urbaines et rurales dans ce pays.

Cheneau-Locquay : "C'est le coeur du problème : si l'on subventionne le milieu rural, cela créera des problèmes graves en milieu urbain - or le milieu urbain est celui des soutiens du pouvoir à Conakry. Il existe en particulier une importante pression des femmes pour maintenir un bas prix du riz et du bois de chauffe en ville. Le problème est de définir un prix du riz acceptable pour les deux populations."

Un double débat se poursuit en fait, en parallèle, sur les productions d'exportation au Togo et sur la dépendance alimentaire en Guinée. C. Meillassoux souligne alors longuement l'importance que revêt à ses yeux le maintien d'une claire distinction conceptuelle entre agriculture commerciale, et vivrière :

Meillassoux : "L'agriculture vivrière subvient à la subsistance de la population, elle a un certain nombre de caractéristiques qui ne la soumettent pas aux mêmes lois que l'agriculture d'exportation. La production vivrière est à la base du salaire, de la production de la force de travail, il ne faut pas qu'elle soit trop coûteuse pour assurer un profit maximum aux employeurs. C'est pourquoi il y a une politique agricole vivrière dans tous les pays industriels qui vise à la subvention des produits alimentaires. Même le Japon, qui produit plus cher que le marché international, ne vend pas plus cher sur son marché intérieur. (...) Il faut donc faire la distinction entre ces deux économies ; l'économie vivrière, l'auto-subsistance - dans la mesure où cela approvisionne le propre producteur - n'est pas soumise aux lois du marché. Mais, à partir du moment où la subsistance produite dans ce cadre vient sur le marché, la force de travail

qui les produit est également soumise aux lois du marché. A partir de ce moment là, le paysan va se poser la question : "est-ce que je vais produire du mil, ou du riz, dans des conditions de productivité extrêmement basses, donc coûteuses, puisque je travaille à la houe, alors que je peux éventuellement vendre ma force de travail à meilleur compte en allant à la ville ?" Si le vivrier n'est pas protégé, il risque de disparaître au profit d'autres productions. Il est donc essentiel de faire l'analyse de la production vivrière à part de l'analyse de la production de biens d'exportation, surtout quand toutes deux sont le fait de la même cellule familiale."

A toutes ces questions, soulevées et débattues le premier jour, il faudrait ajouter encore les thèmes des discussions poursuivies à la suite des trois communications de l'après-midi, présentées par C. Quiminal, M.F. Lange (3) et P. Darré. Malheureusement, l'enregistrement des débats s'est révélé inaudible, et je ne puis que renvoyer ici aux communications écrites.

VENDREDI : LES ANTHROPOLOGUES FACE AUX DEVELOPPEURS ET AUX DEVELOPPES.

Les premiers échanges du jeudi matin ont permis à certains participants de se donner leurs marques théoriques ; on s'est alors situé en regard des thèmes et de la méthode de "l'anthropologie économique des années 60", valorisant des acquis, soulignant des limites, critiquant des erreurs, pondérant l'universalité de certaines formulations. Passés ces brefs échanges théoriques, les mêmes intervenants ont résolument mené la discussion sur chacune des communications présentées à la tribune, de façon souvent concrète et précise. De cette démarche très pragmatique, dont beaucoup se sont félicités, est née aussi l'hétérogénéité des thèmes discutés ce premier jour. Un peu comme si les participants étaient convenus tacitement de consacrer cette première journée à explorer, tester les limites des domaines de réalité sur lesquels ils s'autorisent mutuellement à discourir en toute légitimité, et à reconnaître la nature des différents discours qui circonscrivent, plus ou moins conflictuellement, le champ ainsi dégagé ; comme si, après que les interlocuteurs aient identifié mutuellement leurs positions respectives dans la discipline, ils s'étaient attachés à reconnaître ensemble les limites et la nature de leur objet.

Ces reconnaissances liminaires du sujet et de l'objet du discours effectuées jeudi, les participants se sont engagés vendredi,

sans plus de retenue, dans le débat pour lequel ils se sont manifestement rassemblés (4), et qui a du reste donné son intitulé au colloque : "l'anthropologie face aux transformations des sociétés rurales, aux politiques et aux idéologies de développement". Le débat s'impose cette fois presque en dépit de la teneur des communications : il ne s'agit plus guère de discuter le contenu de chacune d'entre elles, les intervenants n'y font référence que dans la mesure où ils parviennent à s'en emparer pour nourrir un débat qui impose sa logique, qui détourne sur lui-même et soumet à sa propre progression toutes les énergies, toutes les attentions et les matériaux disponibles.

1. Instruire le développeur ou légitimer son intervention ?

Instruire le développeur ou légitimer son intervention ?
Légitimer la parole du développé ? P. Achard pose en quelques mots la quadrature du débat, les intervenants demeureront désormais, pour l'essentiel, à l'intérieur de cette problématique :

Achard : "Quelle est l'utilité du travail anthropologique dans le développement ? Une utilité, cela peut être d'orienter la politique de l'Etat, l'autre utilité, cela peut être de donner une légitimité à la parole des gens. Et cette utilité là, je dirais que moins les anthropologues seront mouillés dans les centres de développement, plus elle est grande."

Meillassoux : "Il y a un exemple assez frappant de légitimation de son intervention dans ce qu'a dit M.J. Jolivet : le rapport qui a été fait par l'ORSTOM n'étant pas conforme à la politique qui avait été décidée, il a été purement et simplement mis de côté. Il faut bien se rendre compte que notre fonction, lorsqu'il s'agit d'un rapport avec les développeurs, doit être de conforter les politiques : il faut que le rapport de l'anthropologue convienne à la politique qui est choisie, sinon il est écarté. A l'échelon international, il y a un exemple tout à fait frappant, c'est celui de la politique monétariste qui, d'un point de vue scientifique est absolument nulle, mais qui, d'un point de vue politique, est extrêmement importante puisqu'elle conforte la politique du FMI. C'est comme ça qu'on a le Prix Nobel !"

Elwert : "Effectivement, ce sont les travaux *a posteriori* qui sont les plus importants, beaucoup plus que les travaux *a priori*. Lorsque j'étais étudiant, nous nous étions efforcés de produire les preuves de l'importance des travaux anthropologiques pour l'impérialisme. ce que nous avons découvert était très maigre... et nous avons pensé que nous avons plutôt souffert d'une espèce de mégalomanie. Les études anthropologiques qui ont réellement eu une influence sont très rares, et dans les cas que l'on peut citer, comme Nadel, il s'agissait plutôt de marginaux qui défendaient les populations rurales contre une administration coloniale. Celle-ci a comme caractéristique

de ne pas avoir de mémoire. L'étude des projets de développement nous montre qu'il y a une oscillation entre deux types d'interventions : le type A fait échec, alors on impose le type B, le type B fait échec, alors on retourne au premier type A, comme s'il n'y avait jamais eu échec. C'est ce manque de mémoire qui caractérise les projets et, en effet, on a fait appel aux anthropologues pour faire des études justificatives de ces interventions."

Meillassoux : "Mais il ne faut pas exagérer non plus : le pouvoir a besoin d'être éclairé sur la politique qu'il met en oeuvre ; en conséquence il ne peut pas non plus imposer son discours au scientifique - autrement, il s'aveugle. Il faut qu'il ait une certaine perception de la situation ; les meilleures recherches sont des recherches critiques, en définitive, et elles sont assimilées par le pouvoir, à sa manière. En France, si on entretient encore au sein d'un pays capitaliste autant de chercheurs de gauche, c'est parce que ceux-ci proposent une vision critique du système, indispensable pour comprendre la société. La capacité de recherche d'une société est équivalente à ses capacités d'absorption de la critique."

Achard : "Il faut se méfier d'un fonctionnalisme un peu rapide ; il existe de toute façon un pouvoir de légitimation du milieu intellectuel en tant que tel, sans qu'il soit nécessairement relié à un système de domination intégré, à ce point monolithique que l'ensemble des choses puisse s'expliquer par rapport à ce système d'intégration!"

Elwert : "O. de Sardan a eu raison d'insister sur l'existence de divers facteurs en jeu, divers intérêts en jeu. Les techniciens du développement sur place ont déjà une position très différenciée entre eux : s'ils sont étrangers, ils cherchent d'abord à renouveler leurs contrats, ils sont obligés de respecter les normes de succès établis par l'organisation ; par exemple : le projet réussit-il à dépenser l'argent qui se trouve dans le budget ? Naturellement, cela conduit à écarter toute mise en question. Les techniciens nationaux qui sont sur le terrain ont souvent, eux, des objectifs tout à fait différents, mais pas moins économiques : c'est la promotion, afin de pouvoir retourner dans leur province natale. Il faut compter aussi avec les politiciens des deux pays concernés, qui ont encore d'autres intérêts, d'autres motivations. Et, ne l'oublions pas, les populations auxquelles on a affaire sont elles-mêmes fortement différenciées. J'ai lu une étude sur la même région que celle où Bernardet a travaillé, qui montre qu'il y a eu dans cette région une véritable révolution des riches. Une distribution presque égalitaire du parc bovin est devenue, en dix ans, extrêmement inégalitaire. Les nouveaux riches, en l'occurrence les notables, se sont livrés à une certaine stratégie (Darré hier a mentionné l'importance de tous ces jeux de communication) qui leur a permis de transformer les règles du jeu : ils se sont islamisés, ils sont sortis du groupe ethnique sénoufo - avec la conséquence qu'ils n'étaient plus soumis au devoir de redistribution. Ce n'était donc pas la population qui en profitait ; une certaine couche seulement a transformé - peut-être pas les rapports de production, mais les rapports de redistribution. Il y a une multiplicité d'acteurs et une hétérogénéité des intérêts en jeu."

Sabelli : "Néanmoins, je suis d'accord avec Meillassoux : en dépit de la pluralité des instances, des acteurs, l'Etat, les sociétés de développement, les ONG, etc, il existe une logique du pouvoir"

Maurer : "Pour donner un exemple concret, à Madagascar, la FAO et la coopération se sont lancées au début des années 70 dans une longue opération visant à augmenter la production agricole d'une région -sans aucune étude préalable. Pendant 15 ans, jamais les paysans n'ont augmenté leur production. On demandait à cette population de passer à une intensification de leur agriculture, alors qu'il leur restait encore du territoire disponible. Au bout de 15 ans, on a demandé à l'anthropologue de dire les raisons pour lesquelles ça n'a pas marché.

On est dans une situation très ambiguë : soit on ne joue pas le jeu, et c'est insatisfaisant (c'est une des raisons pour laquelle ce colloque est bienvenu), soit on joue le jeu en sachant que la marge de manoeuvre est infime et qu'on risque d'être le dindon de la farce. Soit on légitimera l'intervention, soit on ne tiendra pas du tout compte de notre travail."

Couty : "Il y a une difficulté fondamentale de l'anthropologue à se faire entendre du développeur. L'anthropologue insiste sur la complexité, il a des préoccupations égalitaires, il tend à retarder le projet, à aménager les conditions d'une mise en oeuvre harmonieuse. En revanche le développeur, l'Etat ou l'entrepreneur, va combiner des facteurs de production, et cela ne se fait pas sans douleur, dans l'égalité. On parlait hier des intérêts tout à fait différents entre urbains et ruraux, or le développeur doit prendre parti. Cette difficulté peut être à l'origine parfois du refus de dialogue entre anthropologues et développeurs."

Schlemmer : "On est là effectivement pour analyser des contradictions, des rapports de force, etc, pour analyser une situation qui est toujours complexe. Mais chaque fois qu'il y a opération de développement, il y a décision politique, et chaque fois qu'il y a décision politique, il y a choix ; et ce n'est jamais le rôle de l'anthropologue que d'opérer lui-même ces choix -par exemple au profit des ruraux ou des urbains. Sabelli nous racontait hier que le développeur qui l'employait lui avait demandé : "En définitive, de quel côté es-tu ?". Beaucoup plus que de savoir si on est du côté des paysans ou du côté des développeurs, la question est de savoir si on est du côté de ceux qui prennent les décisions, ou si on est du côté de ceux qui analysent les décisions. Notre rôle à nous, c'est avant tout d'éclairer les conséquences des décisions, me semble-t-il."

2. Légitimer la parole du développé ? à qui s'adresse le travail de l'anthropologue ?

Elwert : "Il faut aussi souligner que le type de médias par lesquels l'information anthropologique circule, est très différencié selon le continent où l'on travaille. En Afrique, les médias -sauf peut-être le Nigéria- sont les médias de l'Etat. Si quelque chose d'écrit circule, ce sont des dossiers de l'appareil bureaucratique. Il y a très peu de choses imprimées qui circulent en dehors des dossiers.

Dans d'autres pays, en Europe, en Thaïlande, l'information circule de manière bien plus large, ce qui permet de s'adresser à une société. Les anthropologues ou les sociologues de Thaïlande qui ont cherché à survivre ont souvent cherché à le faire en s'adressant à un public qui n'est pas l'Etat. Ils pouvaient le faire dans la mesure où l'appareil de l'Etat n'est pas l'unique adresse pour envoyer son rapport."

Achard : "On ne maîtrise pas soi-même le sens du discours que l'on tient, et la construction de sens se fera largement en dehors de nos intentions. Quelqu'un n'est pas expert ou anthropologue par nature, il l'est parce qu'il a accepté de prendre une certaine "position de discours" qui a ses propres contraintes. On a accepté d'être une aide à la décision, et pas à la décision de n'importe qui : d'instances qui sont déjà pré-reconnues comme instances de décision dans quelque chose qui ressemble de près ou de loin à un appareil d'Etat, quelque chose qui, malgré le nombre d'Etats qui existent dans le monde, correspond à un mode d'organisation particulier relativement unifié.

Il faut préciser qu'il y a aussi le problème de la destination du rapport, qui n'est pas seulement l'adresse postale. On peut très bien envoyer son rapport au gouvernement, ou le publier. On pourrait au moins essayer d'avoir une éthique professionnelle : n'accepter d'écrire qu'à la condition d'avoir le droit et les moyens de publier d'une façon large. C'est une chose sur laquelle nous devrions avoir une mémoire, être relativement fermes, ne pas constamment nous laisser piéger. Nous ne devrions pas accepter de faire des travaux sans avoir l'assurance, au cas où ces travaux ne plaisent pas au destinataire, que les gens dont on parle, ou d'autres pour qui la situation est analogue, puissent au moins y avoir accès. Je pense que la nécessité d'une publicité des rapports que nous écrivons est quelque chose qui peut être légitimement posé par le milieu intellectuel."

Elwert : "Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que l'anthropologue ne se situe pas uniquement entre développeurs et développés. Il se situe aussi sur la place publique. Il a une obligation morale de publier ses résultats, et cette obligation a bien des conséquences. Par exemple, il y a une population en Inde qui craint un projet de développement, un projet de barrage, et s'adresse aux gens de science, anthropologues en l'occurrence, leur demandant de fournir un soutien en tant qu'intellectuels, dans le procès qui s'engage devant la Cour. Or, les résultats d'une recherche sur les conséquences d'un barrage au Burkina Faso par exemple, peuvent influencer les réactions des parties en cause dans ce conflit sur un barrage en Inde."

Darré : "Je voudrais parler de l'action possible de l'anthropologue sur le développeur. On parle de la "logique paysanne" comme s'il s'agissait d'un espèce d'état. On devrait plutôt parler de processus par lequel les gens traitent les informations. On peut penser que la capacité à traiter des informations et à les transformer, dans une population, est faible, et faire porter l'essentiel des efforts sur l'adaptation d'un projet à la population. (C'est-à-dire qu'on invite le développeur à se mettre à la place des gens et à adapter son intervention). Mais il y a une autre voie qui consiste à s'interroger sur la façon dont l'anthropologue peut intervenir pour préconiser

des moyens qui contribuent à augmenter la capacité des populations à traiter les informations qui leur sont données, c'est-à-dire à négocier avec le développeur. Il s'agit pour moi d'un problème tout à fait central. Cette activité est une activité sociale : cela invite à porter l'attention sur le tissu social lui-même, sur sa composition : comment s'opèrent les modalités d'échange, de dialogue entre ces populations ? Cela conduit, par exemple, pour un projet, à s'interroger sur les effets qu'il risquerait d'avoir sur ce tissu social. Pour la France, une caractéristique de beaucoup de projets de développement est de détruire certaines capacités des réseaux locaux, en particulier en aggravant la coupure entre ceux qui adoptent une innovation, qui sont généralement les mieux placés économiquement et culturellement, et les autres pour qui il n'y a rien d'autre à faire que de faire ce que dit le développeur."

L'anthropologue doit-il servir le développeur en l'instruisant des conséquences de ses projets et par là, indirectement, servir la cause des "développés" ? Mais, s'il ne légitime pas l'intervention du développeur -à supposer que son savoir ait été sollicité avant l'intervention, et non après - il risque fort de voir reléguer son travail dans un tiroir. Doit-il alors contourner le développeur, en publiant son travail auprès d'instances indépendantes de ce dernier, en assurant la plus large publicité de ses résultats ? mais existe-t-il seulement de telles instances, en Afrique par exemple ? Et la configuration interne d'un tel travail ne définit-elle pas, par elle-même, le profil de son allocuteur -un développeur ?

Doit-il donc se tourner résolument vers les "développés", envisager les moyens qui contribueraient à augmenter leur "capacité à traiter les informations", c'est-à-dire à "négocier avec les développeurs" ? Lesquels ?

Dans tous les cas de figure, on demeure à l'intérieur de ce que Condamines appellera le "tryptique" anthropologue/développeur/développé, dans lequel, inévitablement, les participants cherchent à définir l'usage social possible de leur activité. Mais l'initiative des populations "développées", si présente et vivante la veille, lors des débats qui se sont déroulés dans le sillage des contributions de F. Ruf ou M.F. Lange, tend à disparaître de l'horizon des interventions de ce vendredi matin. Le débat sera relancé sur ce point l'après-midi, par la communication de B. Moizo.

Australie, Québec, Amazonie...

B. Moizo témoigne des singularités de la situation australienne : le "tryptique" évoqué ci-dessus se trouve en effet codifié et institutionnalisé dans ce pays, et la parole de l'anthropologue, entre l'Etat australien et les aborigènes, y est affligée d'un statut juridique. Sa contribution fait état d'un dispositif politique et scientifique étranger à l'expérience de la plupart des participants. Mais elle soumet à ces derniers un usage possible de leurs compétences : le personnage légitimant l'intervention du développeur, et celui défendant les intérêts de "développés" perçus comme dépourvus d'initiative, y sont mis en scène jusqu'à la caricature.

Geschière : "Ce matin, Darré a développé l'idée que l'anthropologue devait apprendre au paysan à négocier avec les autorités. Je me suis dit que cela signifiait que ces populations sont très faibles, pour ne pas dire arriérées. La question que je me pose à présent, concernant le problème australien, est : pourquoi les aborigènes ne sont-ils pas capables de se défendre devant les développeurs ? Ils connaissent eux-mêmes, mieux que quiconque, leurs droits sur la terre -pourquoi ont-ils besoin d'anthropologues ? Les Yoruba n'en ont pas besoin, ce sont eux-mêmes qui écrivent les livres...".

Moizo : "C'est un problème de législation. Il y a certainement de nombreuses personnes capables de faire ce genre de travail, mais le gouvernement veut un anthropologue, diplômé, quelqu'un titulaire d'un PHD. L'activité consiste à travailler avec un petit groupe d'individus, à recueillir les récits mythiques, reconnaître les réseaux de parenté, d'alliance. Par la suite, lorsqu'on passe en audience devant la commission gouvernementale, on dit : "ce groupe existe, car...". Le problème est la revendication territoriale, mais il est extrêmement difficile de trouver la personne qui est véritablement le gardien spirituel de ce type d'endroit, de territoire. L'anthropologue présente son travail, et il rapporte : une histoire mythique, ou sociale, en rapport avec un territoire donné légitime la revendication sur cette partie du territoire. Mais on peut signaler un cas récemment, où l'on a accusé l'anthropologue de falsification "pour empêcher la compagnie minière de venir s'établir".

Meillassoux : "Il se passe quelque chose d'analogue au Canada, avec les Inuits. A partir du moment où, à la fin d'une longue campagne, les Inuits ont été reconnus comme ayant des droits sur une partie du territoire du Québec, ils ont été gratifiés d'une sorte d'existence légale, et d'indemnités utilisées pour faire valoir ces droits sur la terre -ce qui fait qu'ils ont eu besoin, eux aussi, d'experts, d'avocats, et d'ethnologues. Cela place les ethnologues dans une situation très particulière, qui est un petit peu celle qu'on retrouve, sous une autre forme, au Mexique, avec l'indigénisme. Les populations

sont amenées à s'identifier dans des cadres traditionnels anciens, qui ne correspondent pas nécessairement à leur existence sociale présente. Cela nous amène à reconstruire, de façon plus ou moins artificielle, avec l'aide des ethnologues, des sociétés qui ne sont peut-être pas existantes, qui sont peut-être imaginaires. J'ai entendu une fois à un colloque de l'AFA une jeune française qui avait été sur le terrain, qui nous a présenté un système de parenté aborigène. Or, il s'est avéré que ces aborigènes s'étaient reconstruit, pour les besoins de la cause, avec l'aide d'experts, un système de parenté, afin de pouvoir s'identifier comme aborigène et avoir une existence reconnue comme telle."

Moizo : "Je prendrai un autre exemple ; l'anthropologue est contacté par un groupe aborigène là où une compagnie minière doit s'installer. Il est très bien payé, 350 \$/jour, et l'informateur est payé 150 \$. Il va voir l'endroit où l'on doit forer : il existe une pierre sacrée à cet endroit là, mais plus personne n'est associé à ce territoire sacré, on n'y pratique plus de rituels ; mais le revendiquer, pour les gens, "c'est bien, on va avoir une Toyota". La question que je pose est : jusqu'où doit-on aller ?"

Achard : "Ca me paraît bien intéressant, parce qu'il me semble qu'il y a, entre l'épistémologie des anthropologues et celle des économistes -les principales instances scientifiques du côté du développement- un certain nombre d'incompatibilités réelles qui n'ont pas directement à voir avec les domaines de l'intervention. Il est assez clair que, pour qu'un bien soit commodément traitable par l'économiste, il faut qu'il soit parfaitement échangeable, donc qu'il ait perdu ses caractéristiques culturelles qui ne peuvent que faire obstacle."

Condamines : "On pose un espèce de tryptique développeur/développé/anthropologue, mais pourquoi se pose-t-on la question comme ça ? Dans ce schéma, on doit être l'avocat des développés, donc implicitement, les gens ne sont que des "développés" : au mieux, ce qu'ils peuvent faire, c'est réagir, s'adapter. Le problème ne se pose pas que pour les anthropologues, mais pour un tas d'autres professions. Au Brésil, en Amazonie, les Indiens ne sont pas reconnus comme les aborigènes d'Australie. Mais, quand même, ces gens-là s'organisent, et ils vont demander par exemple à une ONG de payer des avocats, des agronomes, etc, qui vont les défendre, les aider à faire respecter leurs droits de propriété (on a reçu je ne sais pas combien de demandes à Frère des Hommes). Pourquoi cela pose-t-il tellement de problèmes pour les anthropologues ? Pourquoi, dans le cas des anthropologues, ce cas de figure-là n'entre-t-il pas dans les schémas d'analyse ? Pourquoi les développés sont-ils toujours une espèce d'entité inerte qui ne propose pas ? Ce n'est pas parce que, parfois, l'Etat réagit aussi, qu'il est le seul "initiateur". Il peut exister une demande de la part des populations, et ces gens là sont en demande de professionnels. Cette demande s'exprime, cela manifeste une certaine volonté d'intervention au nom de leurs propres intérêts : c'est une force, non une faiblesse."

Ruf : "Les développeurs sont statutairement dans un camp, mais les anthropologues ne semblent pas mieux faire l'analyse de leur statut, alors qu'ils critiquent les développeurs de ne pas faire leur critique. Dans les exemples qui sont donnés (par exemple dans le cas de l'Australie), il y a tout de même toute une démarche qui a été élaborée par l'Etat pour amener les aborigènes à ce qu'il y ait une demande -une demande vis-à-vis de l'anthropologie. On ne peut pas dire que ce soit une démarche suscitée par les capacités d'initiative et de développement des aborigènes. C'est probablement moins vrai dans le cas des Inuits. Par contre, dans le cas des détenteurs de plantations, il y a probablement une capacité d'initiative forte, mais cela renvoie en fait à des rapports de force sociaux, à la capacité d'élaborer des stratégies et à les appliquer. On peut se demander, dans le cas des aborigènes d'Australie, s'ils font l'analyse que finalement tout est perdu -que finalement l'essentiel est d'obtenir un minimum d'argent pendant un temps donné".

Moizo : "Je trouve tout-à-fait légitime de s'interroger sur le rôle d'un anthropologue en Australie. Il se trouve que les aborigènes s'impliquent dans des programmes linguistiques pour apprendre leur propre langue, passent leur temps à tailler des boomerangs pour la vente aux touristes et, pour eux, réaménagent des simulacres de rituels. (Il faut savoir que le gouvernement met l'accent sur le développement culturel des aborigènes). En Australie, il faut donc questionner toutes les initiatives, aussi bien celles qui procèdent des anthropologues, des développeurs ou des aborigènes qui eux-mêmes prennent des initiatives. Mais je prendrai un exemple à mon avis significatif du rôle possible de l'anthropologie. Des ethnomédecins, vers les années 60-70, ont découvert des taux de radiation extrêmement élevés parmi les populations. Le rapport, gardé secret, a transpiré malgré tout, et, à l'heure actuelle, le gouvernement australien et les aborigènes sont en train de faire rembourser des millions de dollars par l'Angleterre : juste après la guerre, l'Angleterre avait fait des essais nucléaires dans ces régions... et s'était un peu servi de ces gens comme de cobayes. Cela s'est passé dans les années 50, et cette étude anthropologique, qui a été menée à la fin des années 60, dont le rapport final a été caché, a quand même resservi et a permis d'obtenir quelque compensation financière".

L'opposition sensible, et difficile à gérer, entre la recherche à caractère fondamental et la recherche appliquée, n'engage pas simplement les anthropologues dans les relations qu'ils entretiennent avec les développeurs ou les développés : elle tend à polariser le milieu anthropologique lui-même et se révèle ainsi comme un des principes de sa propre hétérogénéité interne. Archetti amorce ce débat.

Les anthropologues face aux anthropologues.

Archetti : "Nous discutons du rôle de l'anthropologie face aux développeurs, aux développés, quel rôle nous pouvons jouer. Nous n'avons pas parlé de la qualité du travail de l'anthropologue. Dans le monde anglo-saxon, il y a une différence très nette entre ce qu'on appelle l'anthropologie appliquée et l'anthropologie indépendante des projets, des transformations. J'ai observé souvent, dans les projets où il y avait des anthropologues, que l'anthropologie des projets de développement est médiocre -ce n'est pas de la bonne anthropologie. Si on écrit, pour un agronome, un rapport sur le système de parenté, que va-t-il en faire ? Il ne peut pas le lire, il ne peut pas comprendre: il faut écrire quelque chose de clair, sur les rapports de production, la division du travail, les techniques... quelque chose qu'il puisse comprendre. C'est un problème, parce que les uns sont classés dans le monde savant, et ceux qui font de l'anthropologie appliquée sont classés comme des anthropologues de 2ème classe. Pour cette raison, je pense qu'il ne faudrait pas seulement discuter du rôle politique de l'anthropologue vis-à-vis du développeur, des développés, mais aussi de quel type d'anthropologie on a besoin. Mais je pense qu'il ne faut pas laisser la théorie, les réflexions sophistiquées aux anthropologues de 1ère classe. Dans le type de recherche que nous faisons sur le développement, nous devons aller vers une réflexion en profondeur, vers une théorie du changement culturel et social.

Ruf : "Ce débat a été engagé il y a dix ou quinze ans dans le domaine de l'économie rurale. On a cru un moment que les économistes qui acceptaient de s'intégrer dans les processus de production, c'est-à-dire dans les projets de développement, dans des structures politiques, allaient jouer un rôle d'acteurs dynamiques plutôt que d'observateurs, qu'ils allaient faire de l'économie de 2ème zone, inféodée aux intérêts qui régissaient leur organisme. On s'aperçoit que, sur le long terme, c'est faux. Evidemment, il y a quelques déperditions, mais dans certaines conditions, ces économistes -là sont en mesure de réunir une information et de produire des travaux qui, vus de l'intérieur, permettent de mieux révéler les processus. La participation n'est pas forcément synonyme d'inféodation, elle est productrice, et révélatrice de véritables intérêts et de véritables stratégies. Si l'anthropologie est l'identification des stratégies et des intérêts des nouvelles couches sociales en formation, je pense qu'il n'y a pas opposition entre cette anthropologie et sa participation à un processus de développement."

Langon : "Le problème de la distinction entre une anthropologie de 1ère et de 2ème classe est aussi un problème de financement. Il est beaucoup plus aisé de faire financer une recherche associée à un projet de développement, qu'une recherche à caractère plus fondamental."

Moizo : "C'est ce qui s'est passé en Australie : compte-tenu des conditions d'accès aux financements de la recherche, les jeunes anthropologues ont investi l'anthropologie appliquée. Ensuite, ils ont été dénigrés, critiqués scientifiquement par les personnes en place, les académiques."

SAMEDI : THEORIES ET PERSPECTIVES

Dans la plupart des situations de développement entrent des faits d'ordre technique, agronomique, ou économique au sens étroit, dont l'interprétation ressortit en principe à la compétence de chercheurs rompus aux méthodes et problématiques de disciplines distinctes de l'anthropologie. Des représentants de ces disciplines sont présents et participent aux travaux du colloque ; on a vu que leurs interventions furent décisives dans les débats du premier jour, et ont largement contribué à en infléchir, avec profit, le contenu. Mais on doit constater qu'ils furent relativement étrangers aux discussions du vendredi : ceux qui auraient pu faire connaître la spécificité de leur position, comparativement à celles des anthropologues, semblent avoir négligé de se faire entendre.

Doit-on y voir le signe de cette distinction conçue par Achard, entre l'"épistémologie des anthropologues et celle des économistes" ? La dernière serait affectée, selon lui, par la proximité avec le pouvoir politique : ainsi, la démarche de l'agro-économiste ne serait pas frappée du paradoxe qui marque la démarche plus fondamentale dont Achard crédite les anthropologues, face à l'intervention directe. D'autres raisons, peut-être moins flatteuses pour les anthropologues, peuvent-elles expliquer que les représentants d'autres disciplines soient demeurés à l'écart des discussions ? qu'ils ne semblent pas avoir reconnu, dans les problèmes abordés ce jour-là, les coordonnées de leurs propres préoccupations ? Quoi qu'il en soit, ceux qui se sont abstenus le vendredi vont abandonner leur expectative ce samedi, animant une grande part des débats. La discussion amorcée le premier jour, sur les oppositions entre rendement et productivité du travail, entre logiques paysannes et logiques des développeurs, entre Afrique et Asie, va reprendre, appuyée sur la relation d'un certain nombre d'expériences pratiques.

Les Perspectives, comparaisons, propositions.

Des économistes, ou agro-économistes vont s'emparer alors du thème qu'ils avaient laissé la veille aux anthropologues le soin de discuter. Le débat est introduit par la communication de P. Couty, des préoccupations plus pragmatiques, des propositions peut-être

plus soucieuses d'efficacité que la veille vont être formulées : il sera moins question de légitimation des développeurs et de défense des "développés", que d'aide à la décision des uns au bénéfice des autres. Toutefois, la problématique générale des interventions demeure semblable à ce qu'elle était vendredi : on se maintient à l'intérieur du "tryptique" développeur/développé/chercheur évoqué plus haut, et à cet égard, la contribution de O. de Sardan ne semble pas avoir sensiblement modifié ni déplacé les termes de la discussion. Le chercheur pose toujours la question de l'usage social de son activité face aux développeurs et aux développés, sans véritablement rapporter les uns et les autres au plan de l'objet de sa recherche.

Pour ce faire toutefois, les intervenants reprendront et approfondiront la comparaison amorcée jeudi entre l'Afrique et l'Asie, ainsi que le débat corrélatif sur les oppositions entre rendement et productivité du travail, entre logique paysanne et logique de développeurs.

Maurer : "J'aimerais revenir sur un point qui m'a semblé central au cours des trois journées de travail, qui est cette opposition entre la logique paysanne, dans laquelle la notion de productivité du travail est déterminante, par opposition à la logique du développeur, pour laquelle c'est le rendement de la terre qui est déterminant. En Asie densément peuplée, où la dite "révolution verte" a été adoptée, où elle a donné des résultats, je dirai qu'il y a longtemps que le critère de productivité du travail n'est plus très significatif pour la paysannerie. A Java en particulier, il y a longtemps que la paysannerie estime que le rendement de la terre est un critère beaucoup plus important que le critère de la productivité du travail -il y a longtemps que la paysannerie javanaise est habituée à investir des quantités colossales de travail supplémentaire pour des gains marginaux de rendement. Vous connaissez tous le mécanisme de l'invololution que, comme d'autres, j'ai critiqué en ayant travaillé sur Java, mais je crois qu'il y a tout de même derrière ce mécanisme quelque chose de vrai. Dans les sociétés asiatiques où la pression humaine sur les ressources naturelles disponibles n'était pas celle que l'on trouve à Java, par exemple en Thaïlande, en Birmanie, les deux grands deltas qui étaient les deux gros producteurs mondiaux de riz, la révolution verte n'a pas été adoptée. En Thaïlande, on utilise toujours des semis traditionnels, et le rendement reste encore aujourd'hui, mis à part quelques expériences limitées, de 2 tonnes ou 2 tonnes 1/2 à 1'ha. Ce qui est intéressant dans ce domaine là, c'est de voir, à propos de l'opposition qu'il peut y avoir entre la logique des paysans et la logique des développeurs, que dans le cas de Java il y a une certaine concordance. Il n'y a plus d'opposition systématique entre les deux, cela n'est donc pas étonnant qu'il n'y ait pas eu

de problème majeur, et que la paysannerie javanaise ait adopté les nouvelles innovations qu'on lui proposait (de manière sélective d'ailleurs).

La seconde chose que je voulais dire porte sur la comparaison Afrique/Asie. C'est très à la mode, vous avez tous entendu parler des greniers vides et des greniers pleins... Quel intérêt l'étude de certaines sociétés asiatiques peut avoir pour l'étude de sociétés africaines ? J'ai beaucoup appris sur l'Afrique pendant ces trois jours, et en écoutant et en lisant les communications des uns et des autres, je ferai un plaidoyer pour qu'il y ait une collaboration beaucoup plus étroite entre les quelques chercheurs francophones qui travaillent en Asie (ils ne sont pas nombreux) et la multitude de chercheurs francophones qui travaillent en Afrique. Je me demande dans quelle mesure, là, il n'y a pas une courroie de transmission plus importante à créer, peut-être, qu'un colloque comme celui-là.

Nous avons, vous avez, un rôle important à jouer, à deux conditions : hier, Achard a dit que le minimum que l'on doit exiger est que ce que l'on écrit soit publié de manière à ce qu'un public large ait accès à l'information (ou cette information risque d'être mise dans un tiroir, comme c'est souvent le cas). C'est une première chose. La deuxième exigence, c'est de ne pas uniquement intervenir au niveau du diagnostic préalable, comme ça se fait aujourd'hui, (on nous demande des enquêtes socio-anthropologiques minimum, ensuite on nous dit, comme Sabelli le disait hier : "Maintenant ce n'est plus votre affaire, c'est la nôtre"), mais au niveau de l'accompagnement de l'opération. Nous (Institut du Développement, avec Sabelli, Jacob et moi), nous avons franchi le pas ; les mains sales ou propres, nous avons décidé à un certain moment, après pas mal de débats, que nous ne pouvions pas être uniquement un réservoir de chercheurs auquel demander une expertise ponctuelle de deux ou trois semaines. Nous ne comprendrions rien aux opérations de développement et à la logique des sociétés paysannes si nous ne faisons pas un pas de plus, en prenant nous-mêmes des projets en régie. Nous sommes une institution de formation et de recherche, mais nous avons un petit volet opérationnel : en l'occurrence, nous avons la gestion complète de certaines opérations sur lesquelles nous pouvons essayer d'appliquer le discours que nous tenons".

2. *Théorie, le temps de conclure.*

Avec le dernier jour du colloque est aussi venu le temps de conclure, ou du moins d'exprimer certains désaccords latents. J'ai signalé plus haut les brefs échanges théoriques qui ont inauguré les débats. Des marques théoriques ont ainsi été prises dès le départ, chacun prenant soin par la suite d'arrondir certains angles, afin peut-être de ménager toute leur place aux débats. Les divergences portent, on s'en souvient, sur le bilan qu'il convient de tirer des analyses produites dans les années 60-70 par les chercheurs en anthropo-

gie économique. Les points de vue critiques sont formulés par ceux-là même qui ont, en leur temps, pratiqué et développé ces analyses (O. de Sardan, Sabelli), mieux placés peut-être pour en éprouver les éventuelles limites. J.P. O. de Sardan formulera l'énoncé critique le plus structuré, proposant une conception et une démarche complémentaires, sinon alternatives, qu'il développera explicitement à la tribune, dans sa communication présentée le samedi. C. Meillassoux, co-organisateur du colloque, écoute dans la salle -et après tout, pour une bonne part, l'"anthropologie économique des années soixante", c'est lui.

Le débat tendra ainsi à se réduire à la confrontation des positions incarnées par ces deux personnalités, il prendra la forme de deux longues interventions, pondérées seulement des réflexions modératrices et parfois amusées de Geschière et Elwert. Il est vrai qu'à certains égards, cet échange aura quelque chose d'entendu et de familial.

Meillassoux (à Jean Pierre O. de Sardan) : "Le marxisme n'est pas une théorie économique fondée sur l'intérêt économique comme moteur de l'économie : c'est la théorie libérale qui est fondée là-dessus. Le matérialisme historique conçoit l'économie comme un cadre de détermination. Il y a donc un certain nombre de confusions, à mon avis, qui font que pendant très longtemps il y eu une espèce de marxisme primaire qui a prévalu en France. Par exemple, l'idée du paysan qui pourrait ne pas avoir de réaction individuelle ; O. de Sardan dit : "les marxistes ont toujours fonctionné là-dessus". Or, Marx considérait les paysans comme des pommes de terre dans un sac, qui n'ont pas de relations les unes avec les autres. Les agents de la CIA eux-mêmes sont avertis de la façon dont Marx considérait la paysannerie, puisqu'ils ont fait une petite brochure avec des citations de Marx parlant du crétinisme rural, etc. Marx ne considérait pas les paysans comme une classe révolutionnaire. C'est Mao Zedong qui a cru pouvoir faire la révolution avec la paysannerie, alors qu'il a fait une guerre nationale, appuyée par des mesures sociales.

Autre erreur : on ne peut pas considérer qu'il puisse y avoir des intrants onéreux dans la production de la communauté domestique, sans que cela puisse transformer les rapports de production. Je ne pense pas que cela soit possible à partir du moment où il faut faire intervenir un capital quelconque dans la production vivrière, et que cette production vivrière est mise sur le marché.

Dans l'analyse que j'avais essayé de faire dans "Femmes, greniers et capitaux", je considère qu'il y a deux aspects de la production à prendre en compte, celui de la production à proprement parler, et celui de la reproduction. Tout ce qui est de la reproduction,

c'est ce que les individus sont obligés de produire en continuité et en permanence pour maintenir la vie. L'existence de la vie, elle est permanente, on ne peut pas l'arrêter. La production, l'utilisation de la force de travail pour produire des marchandises, on peut l'arrêter en mettant les gens dehors. Mais où vont-ils, lorsqu'ils sont dehors ? Il faut qu'ils aient un lieu de production qui les prennent en charge. On voit bien que la plupart des préoccupations paysannes, c'est d'essayer de mettre en oeuvre des formes de productions vivrières ou des institutions (maternités, santé, etc) qui sont précisément celles qui permettent la reproduction sociale, indépendamment de la rentabilité. L'entretien de la vie n'est pas rentable ; même pour nous, puisqu'on est obligé de faire appel à la sécurité sociale, qui n'est pas une institution rentable.

Quand on renvoie ces charges à des travailleurs migrants qui ne sont pas employés en permanence, qui sont dans un système d'emploi précaire, ils sont obligés de penser à cette forme de "développement". Mais les développeurs, eux, veulent (pour faire des économies, justement) essayer d'éviter de prendre ces coûts à charge ; quand ils le font, c'est généralement parce que les conditions locales se dégradent de telle sorte, qu'il faut intervenir.

Il y a donc un certain nombre d'erreurs qui ne tiennent nullement à l'application du matérialisme historique. Jean Pierre a dit : "maintenant on a fait l'inventaire des rapports de production, on les a décortiqués, etc". Mais où est-il cet inventaire ? En général, on use des "rapports de production" comme d'une étiquette, et puis c'est tout. Marx n'a analysé qu'un seul rapport de production, c'est le rapport de production capitaliste. Les autres, ce sont des étiquettes historiques, qu'il pose sur des sociétés dont il n'a pas fait l'analyse au fond -que ce soit l'esclavage, le servage ou l'économie domestique. Qu'est-ce que c'est que le "rapport de production tributaire" ? Moi, je ne sais pas, on ne m'a absolument pas expliqué quel était le contenu, les formes de transferts, l'orientation de ces transferts, leurs rythmes, etc, qui caractériseraient un mode de production dit "tributaire". Le "mode de production asiatique", cela n'a jamais été qu'une discussion nominaliste, qui n'a jamais été au fond de ce que cela représentait véritablement.

Alors je pense que de ce point de vue, tout est encore à faire. Mon expérience m'enseigne qu'à partir du moment où il y a un bon décortiquage, une bonne explication de ce qu'est un rapport de production, une quantité de chose s'éclaircit, et on peut aller jusqu'à la compréhension des phénomènes d'apparence les plus aberrants."

Geschière (à O. de Sardan) : "Je crois qu'après tout, l'effort de passer d'une morphologie sociale à une analyse de comportements politiques, de modes d'actions politiques est très valable, et que pour comprendre les réactions spécifiques des paysans vis-à-vis du développement, l'idiome de mode de production peut être un peu encombrant, un peu trop général. Mais j'ai été perturbé par la notion de "logique de subsistance". Je me demandais si cela peut vraiment servir à comprendre les comportements politiques différents des paysans. Cela me rappelle beaucoup la notion de Haydn et de James Scott, de "paysannerie non capturée". (...) Il y a de nombreuses critiques de ces notions, au caractère beaucoup trop général : en disant de toute la paysannerie

en Afrique, par exemple, qu'elle est "non capturée", on masque les réactions différenciées des paysans. On m'a répondu qu'on avait besoin de modèles susceptibles de faire comprendre les formes différentes de pénétration de l'économie marchande. Alors je me demande à quoi peut servir la notion de "logique de subsistance", pour comprendre ces politiques différentes".

O. de Sardan (à Meillassoux) : "Je ne répondrai pas sur les bons points ou plutôt les mauvais points que m'a décerné Claude. Je crois qu'on aurait tout intérêt à sortir du débat sur l'orthodoxie/hétérodoxie. Je répondrai cependant sur les rapports de production en nombre fini. Je voulais simplement dire par là que, autant chaque système de production est une combinaison spécifique que l'on peut rencontrer les uns et les autres au fil du terrain sur lequel nous travaillons, autant il me semble que maintenant -et effectivement tu y as été pour beaucoup- l'inventaire des principaux rapports de production qui sont à l'oeuvre est relativement fini. C'est-à-dire que nous tombons tous sur des rapports domestiques hommes/femmes, nous tombons tous sur les rapports aînés/cadets que tu as puissamment contribué à analyser, nous tombons tous sur des rapports entre métayer et propriétaire foncier, apprenti et patron, petit producteur marchand et marché, Etat. On en a fait le tour dans ses grandes lignes, même si chaque combinaison est particulière.

(à Geschière) Sur le problème de la "logique de subsistance", je suis assez d'accord avec votre critique. J'ai d'ailleurs voulu donner un côté dynamique à la communication pour montrer qu'il s'agissait d'une tentative, que j'ai faite il y a sept ou huit ans, et qui me semble aussi correspondre à peu près à ce que vous en dites dans ses limites. Mais justement, il s'agissait pour moi, à l'époque, de partir d'un système conceptuel prédominé par l'analyse en termes morphologiques, pour commencer à déboucher sur l'explication des pratiques. De ce point de vue, je pense quand même (et sur ce point là effectivement je n'ai plus été d'accord avec les analyses de "Femmes, greniers et capitaux") que l'analyse interne d'un secteur de subsistance nous empêche largement de comprendre quels sont les modes d'action économiques, à partir des acteurs eux-mêmes. "Modes d'action économiques" : ça me semble être un de ces thèmes que l'anthropologie du développement devrait essayer de creuser. On peut aussi parler de "modes d'action politique", ce qui n'est pas exactement la même chose. Il faut essayer de caractériser et typologiser ; ce n'est pas la même chose que des rapports de production ou des modes de production, car cela fait intervenir des stratégies d'acteurs sociaux. De ce point de vue, il s'agit tout simplement de montrer que, finalement, dans différents types de rapports de production, il peut y avoir un même mode d'action économique, une même macro-logique à l'oeuvre. Cela peut expliquer pourquoi on passe si facilement des cultures de rente à des cultures de subsistance, et de nouveau à des cultures de rente, ce qui montre bien que la sphère dévolue à la culture dite de subsistance, et la sphère de rente, ne sont pas tellement cloisonnées. Le passage au salariat peut être aussi une sorte de combinaison de plusieurs alternatives possibles qu'on trouve à un moment donné, dans une même logique des producteurs. Cela s'oppose évidemment à des logiques tout aussi générales, du type logique spéculative, ou logique d'accumulation capitaliste -je n'ai pas voulu dire plus que ça.

(à Bourgeot) : Je voudrais simplement intervenir sur le problème que Bourgeot a posé en termes de recherche fondamentale/appliquée, que j'avais posé en termes connaissance/intervention. Je ne crois pas qu'il s'agisse exactement de la même chose ; fonction de connaissance, fonction d'intervention, dans les deux cas je parle pour les anthropologues ou pour les sociologues. Ce qu'on appelle fonction de connaissance, cela correspond à traiter les problèmes appliqués du point de vue de la recherche fondamentale. C'est une certaine forme de logique, la nécessaire mise à distance d'un certain nombre de jugements de valeur sur le développement ; il est tout aussi légitime d'étudier les ONG que les interventions lourdes, d'étudier le développement participatif que la vente de technologies. Il convient de mettre à distance un certain nombre de jugements de valeur sur les opérateurs de développement pour essayer de voir comment ça fonctionne. Cela ne s'oppose pas à l'intervention de l'anthropologue dans les projets de développement, c'est distinct, différent, puisque ce dernier met en oeuvre un certain système de valeur, un certain système de choix éthiques ou de choix politiques. Il y a quand même dans ton intervention une finalité qui correspond à des transformations pratiques, qu'on les fasse passer par les développeurs, qu'on les fasse passer par les développés. Dans les deux cas, les modes d'évaluation sont différents. Dans un cas, le mode d'évaluation, c'est la communauté scientifique, la publication ; dans l'autre, c'est une certaine forme d'aide à la décision des uns ou des autres.

Cela me semble de bon sens, presque, de faire cette distinction, même s'il est évident qu'il y a des passerelles, qu'il n'y a pas de connaissance qui ne soit en même temps une intervention, qu'on ne peut faire une intervention sans un minimum de connaissance -et que, pour beaucoup d'entre nous, porter les deux casquettes, l'une après l'autre ou l'une au-dessus de l'autre, c'est possible. Un point important est que le champ scientifique de l'anthropologie du développement existe très peu, ou pas encore ; situation due à bien des facteurs, probablement aux orientations de l'anthropologie vers des formes macro-structurales, vers des formes -vingt ans après les travaux de Balandier- qui restent très peu dynamiques et très peu sensibles aux transformations dans leur ensemble. C'est dû certainement aussi à l'ensemble des pesanteurs idéologiques qui ont orienté longtemps l'analyse du développement vers des formes de dénonciation, plus que d'analyse. Il me semblerait important que l'anthropologie du développement, l'anthropologie des formes d'innovation, l'anthropologie des formes d'appropriation des technologies, tout thème de ce genre, puissent se structurer comme champ scientifique ; car c'est une des conditions pour que se développe des orientations de recherches porteuses. Sinon, cela ne se fera pas ; cela ne se fera pas sous la pression de la transformation ou de l'aide à la décision.

Il faudrait développer des formes de recherches sur ce que sont les réseaux de "production des normes", comme dirait Darré, ou de circulation de l'information technique, et c'est bien ce qui pourrait être une des tâches, un secteur porteur de l'anthropologie du développement. Il faudrait développer l'histoire des opérations de développement sur une même zone, et c'est certainement une méthode intéressante (réactions successives, évolution de ces réactions), qui rejoint aussi l'anthropologie des agents de développement : quelles sont

leurs stratégies professionnelles ? Quelles sont leurs relations avec la population, avec les institutions ? Tout cela correspond à des directions de recherches qui ne peuvent pas être patronnées par l'anthropologie marxiste classique, alors qu'elle n'est pas prise en compte par les décideurs et les opérateurs du développement. Il me semble que si une anthropologie du développement peut se structurer comme champ scientifique, comme collège informel, ça serait plutôt positif."

Elwert : "L'exposé de O. de Sardan sur les recherches de comportements individuels me semble convaincant. Evidemment, ces comportements ne sont pas fondamentalement individuels ; comme tu le disais dans ton intervention écrite, cela dépend de réactions déterminées par des réseaux de communication -c'était également le sujet de Darré. Ces réseaux de communication sont soumis à divers intérêts économiques qui sont présents dans les réseaux -et James Scott a eu raison dans son livre de ne plus parler uniquement de logique de subsistance, de parler de plusieurs formes d'optimisation. Il y a une optimisation de la sécurité pour certaines couches, mais pas pour toutes, il y a une optimisation par la terre, par le rendement du travail, et aussi par des valeurs d'usage. Ce sont des formes d'optimisation très différentes, et qui font partie aussi de ces stratégies, de ces réactions, des efforts pour créer des réseaux, c'est-à-dire des cohésions, de nouveaux rapports de production. Mais je ne crois pas qu'ensuite, il ait dissocié une recherche sur les réactions et les comportements, d'une recherche "morphologique" comme tu dis.

Evidemment j'ai été très heureux de constater que J.P. O. de Sardan concède à Claude Meillassoux qu'il y a un espoir qu'il perde une vision mécaniste, et que Claude Meillassoux de son côté dise qu'il y a un espoir que J.P. O. de Sardan perde sa vision maoïste -j'aime beaucoup ces échanges très français.

Par ailleurs, il me semble que nous avons tendance à trop miser sur les projets d'auto-assistance ; cette tendance était naïve, dans la mesure où nous ne nous sommes pas rendu compte des différentes capacités d'un groupe social donné à gérer son propre projet de société, ou à ne pas le gérer. Les possibilités de traitement de l'information sont tout-à-fait différentes selon que nous sommes en face d'un groupe social de Lozère qui a maintes voies d'informations et de circulation interne de l'information, ou en face d'une population africaine, largement analphabète. Je crois que c'est une différence fondamentale, et si nous analysons les cas de succès -il y a des succès en Afrique, souvent à contre-courant de l'assistance technique- ce sont des cas qui excellent par la création de structures de traitement de l'information, par des stratégies très astucieuses de ponction de sources d'informations européennes, et par l'utilisation de la migration comme stratégie de recherche.

Je me demande si le prêtre noir nigérien, qui avait alphabétisé les Yoruba il y a 120 ans n'était pas davantage responsable du succès économique -et de cette étonnante capacité de transformer le tissu social, même à changer la religion- que beaucoup de projets d'assistance technique coloniale."

Schlemmer : "Couty a dit au début de son intervention : "Personne ne sait ce qu'est le développement, ni où il va". En fait, il y a quand même une définition du développement qui est diffuse dans tous nos discours, qui est celle que Couty donne dans son texte, citant Guillaumont : "L'évolution au cours de laquelle les besoins fondamentaux se trouvent progressivement satisfaits, grâce à une croissance économique durable et convenablement répartie". Mais il cite également en note -et c'est sur ce point que je voulais insister- les "Exercices Spirituels d'Ignace de Loyola" : "Au XVIIème siècle, Loyola écrit que l'homme a été créé pour louer le Seigneur et, en le servant, être finalement sauvé. Dès lors, le développement n'est pas économique, et n'est certainement pas objet de science (au sens actuel du mot). Il consiste à supprimer les attachements mal ordonnés de l'âme et, une fois ceux-ci éteints, à chercher et à trouver la volonté divine. Que nous éprouvions du mal à imaginer aujourd'hui ce que tout cela veut dire traduit notre incapacité à comprendre certaines tendances de l'Islam contemporain. Or, l'Islam ne cesse de progresser dans une Afrique Noire que nous persistons à vouloir développer à contre-temps". Ceci me paraît particulièrement digne d'attention...

Je crois donc qu'on ne peut pas définir le développement sans faire comme l'a fait le dictionnaire Robert à propos du "Monde Libre". Essayez de définir le "monde libre", vous verrez que ce n'est pas si simple...! Le Robert a donné la définition suivante : "ensemble des pays non communistes, pour les anti-communistes". Pour définir le développement, il faudrait faire pareil, il faudrait le définir par rapport à un sujet...".

Notes

(1) "A la base des dysfonctionnements entre projet de développement et réalisation concrète, dira Bernadet le lendemain, il y a deux logiques qui sont divergentes : pour le paysan, une innovation technique est acceptée si elle aboutit à une augmentation de la production, mais par un accroissement essentiellement de la productivité du travail alors que les développeurs envisagent principalement l'accroissement des rendements, abstraction faite de la charge qui peut en résulter pour les producteurs."

(2) Ils ont remonté depuis (juin 1987).

(3) Les controverses soulevées par la communication de M.F. Lange n'ont pas été les moins passionnées du colloque :

- Qui sont ces petits Léotards ? s'indigne F. Sabelli, je n'arrive pas à comprendre quels sont les rapports de production, quelles sont les conditions sociales de cette créativité économique, de cette concurrence et de cette rivalité généralisée ?

Cette remarque sera épinglée à son tour, le lendemain, par Achard comme étant un exemple d'"anadémisme", puisqu'elle "impute au papier de M.F. Lange la fascination contemporaine du libéralisme, alors que ce papier, dix ans auparavant, aurait suscité la projection de l'obsession de l'autonomie tribale par rapport à l'Etat néo-colo-

nial". Mais qui tranchera pour désigner le coupable d'"anadémisme" ; est-ce Lange qui véhicule sans le savoir les points de vue du libéralisme, comme le soupçonne Sabelli ? ou bien est-ce Sabelli qui s'aveugle en voyant le libéralisme où il n'est pas, comme l'affirme Achard ? (4) Peut-on imaginer, à la limite, que, les communications du jeudi ayant été prononcées le vendredi et inversement, le canevas de la progression du débat n'en aurait pas été sensiblement bouleversé pour autant ? La qualité, pas plus que le contenu des communications, n'est en cause dans ce processus collectif. C. Condamines a prononcé sa communication sur le monde des ONG avec une truculence tout-à-fait spectaculaire, au point que -fait assez rare en ces enceintes austères pour être signalé- sa prestation fut littéralement bûssée par l'assistance ; pour autant, elle ne fut pas débattue. Bernardet, comme Ruf ou Lange, a présenté une étude de cas très riche, débouchant en outre sur des propositions théoriques donnant des éléments de réponse aux interrogations de la veille sur l'opposition entre rendement et productivité ; présentée jeudi, sa contribution eut probablement retenu longuement l'attention de l'assistance ... mais elle le fut vendredi. La communication de G. Roy se situait au coeur des préoccupations des participants, le jour où elle fut présentée ("...mythe de la communauté et mythe de l'anthropologie") -mais lui-même, en mission à l'étranger, n'était pas là pour la discuter. Seule la contribution de B. Moizo à propos des aborigènes de Kimberley, qui témoignait d'un statut si singulier de l'anthropologue en Australie comparativement aux expériences africanistes, eut les faveurs des participants : elle délivrait à l'assistance le grain que cette dernière entendait moudre, et Moizo avait pu revenir d'Australie pour l'occasion.